

BONNES RAISONS D'AUGMENTER LES SALAIRES

#grève18octobre

I *L'inflation.*

L'inflation est en hausse et les salaires ne suivent pas.

Les prix augmentent rapidement, l'inflation s'installe aux alentours de 6 % selon l'Insee. Dans le même temps les salaires n'augmentent pas, ou très peu.

Cela participe au fait que les cadres et professions intermédiaires ont perdu 3,6 et 3,7 % de pouvoir d'achat en un an, (-2,3 et -2,7 % pour les ouvrier-e-s et employé-e-s) selon les études de la DARES.

Les agent-e-s de catégorie A et B de la fonction publique ont même perdu plus de 10 % de pouvoir d'achat en une décennie en raison du gel du point d'indice.

II *Les qualifications.*

Gagner des hausses de salaire pour toutes et tous c'est reconnaître nos qualifications.

Si le SMIC a augmenté ces derniers mois — *de façon insuffisante* —, ces hausses ne se sont pas pour autant répercutées sur l'ensemble des grilles de rémunération.

La CGT revendique le SMIC à 2000 € et des hausses de salaire en pourcentage sur l'ensemble des grilles de rémunération.

L'Ugict, demande la réinstallation de l'échelle mobile des salaires qui existait en France dans les années 1980 et qui est appliquée actuellement en Belgique.

III *Les injustices salariales.*

Se mobiliser pour des hausses générales de salaire c'est aussi lutter contre les injustices dans les rémunérations.

À défaut de hausses générales de salaires nous, cadres et professions intermédiaires du public comme du privé, sommes renvoyé-e-s vers des hausses de salaire individuelles (primes, bonus, etc.). Or, l'individualisation de la rémunération nuit au collectif de travail et à la santé physique et mentale des travailleur-se-s.

Elle s'accompagne en effet généralement d'objectifs inatteignables dictés avant tout par les intérêts financiers de l'entreprise. Sur ce sujet voir notre guide de l'évaluation professionnelle et notre manifeste pour définancier le travail.

Une majorité de cadres rejette pourtant ce mode de rémunération. D'après le dernier baromètre de l'Apec, 53 % des cadres souhaitent des augmentations collectives de salaire.

IV *La protection sociale.*

Ce qui est bon pour les salaires est bon pour la protection sociale !

Obtenir des hausses de salaires c'est aussi assurer le financement de notre protection sociale. C'est par nos cotisations que nous finançons nos assurances sociales (chômage, maladie, retraite...).

Or le gouvernement prétend que nous manquons de moyens pour financer la solidarité et justifie ainsi sa réforme injuste de l'assurance chômage et la réforme-éclair des retraites qu'il veut mener à l'automne.

Des hausses générales de salaire pourraient pourtant financer les pensions des retraites actuelles et à venir.

Des milliards d'euros pourraient être dégagés grâce à une hausse de 3,5 % des salaires (6 milliards), à l'augmentation du point d'indice et à l'intégration des primes dans la fonction publique (12 milliards), et au respect de l'égalité salariale femmes-hommes (5,5 milliards).

V *Les actionnaires.*

Plus de salaires pour celles et ceux qui travaillent, c'est moins de dividendes pour les actionnaires.

En 2021, 70 milliards d'euros ont été versés aux actionnaires du CAC40. C'est un record. Ces sommes colossales permettraient de rémunérer 1,94 millions de salarié-e-s au salaire médian (35 804 €/an cotisations patronales incluses).

Depuis les années 1970 la part des dividendes dans les richesses n'a fait qu'augmenter au détriment des salaires. En parallèle, le niveau de qualification des travailleurs-ses a fortement progressé. Les actionnaires s'enrichissent sur notre dos alors même que les entreprises bénéficient d'importantes aides de l'État (150 milliards d'euros en 2021).

Pour se mobiliser :



BONNES RAISONS D'AUGMENTER LES SALAIRES

#grève18octobre



I *L'inflation.*

L'inflation est en hausse et les salaires ne suivent pas.

Les prix augmentent rapidement, l'inflation s'installe aux alentours de 6 % selon l'Insee. Dans le même temps les salaires n'augmentent pas, ou très peu.

Cela participe au fait que les cadres et professions intermédiaires ont perdu 3,6 et 3,7 % de pouvoir d'achat en un an, (-2,3 et -2,7 % pour les ouvrier-e-s et employé-e-s) selon les études de la DARES.

Les agent-e-s de catégorie A et B de la fonction publique ont même perdu plus de 10 % de pouvoir d'achat en une décennie en raison du gel du point d'indice.

II *Les qualifications.*

Gagner des hausses de salaire pour toutes et tous c'est reconnaître nos qualifications.

Si le SMIC a augmenté ces derniers mois — *de façon insuffisante* —, ces hausses ne se sont pas pour autant répercutées sur l'ensemble des grilles de rémunération.

La CGT revendique le SMIC à 2000 € et des hausses de salaire en pourcentage sur l'ensemble des grilles de rémunération.

L'Ugict, demande la réinstallation de l'échelle mobile des salaires qui existait en France dans les années 1980 et qui est appliquée actuellement en Belgique.

III *Les injustices salariales.*

Se mobiliser pour des hausses générales de salaire c'est aussi lutter contre les injustices dans les rémunérations.

À défaut de hausses générales de salaires nous, cadres et professions intermédiaires du public comme du privé, sommes renvoyé-e-s vers des hausses de salaire individuelles (primes, bonus, etc.). Or, l'individualisation de la rémunération nuit au collectif de travail et à la santé physique et mentale des travailleur-se-s.

Elle s'accompagne en effet généralement d'objectifs inatteignables dictés avant tout par les intérêts financiers de l'entreprise. Sur ce sujet voir notre guide de l'évaluation professionnelle et notre manifeste pour définancier le travail.

Une majorité de cadres rejette pourtant ce mode de rémunération. D'après le dernier baromètre de l'Apec, 53 % des cadres souhaitent des augmentations collectives de salaire.

IV *La protection sociale.*

Ce qui est bon pour les salaires est bon pour la protection sociale !

Obtenir des hausses de salaires c'est aussi assurer le financement de notre protection sociale. C'est par nos cotisations que nous finançons nos assurances sociales (chômage, maladie, retraite...).

Or le gouvernement prétend que nous manquons de moyens pour financer la solidarité et justifie ainsi sa réforme injuste de l'assurance chômage et la réforme-éclair des retraites qu'il veut mener à l'automne.

Des hausses générales de salaire pourraient pourtant financer les pensions des retraites actuelles et à venir.

Des milliards d'euros pourraient être dégagés grâce à une hausse de 3,5 % des salaires (6 milliards), à l'augmentation du point d'indice et à l'intégration des primes dans la fonction publique (12 milliards), et au respect de l'égalité salariale femmes-hommes (5,5 milliards).

V *Les actionnaires.*

Plus de salaires pour celles et ceux qui travaillent, c'est moins de dividendes pour les actionnaires.

En 2021, 70 milliards d'euros ont été versés aux actionnaires du CAC40. C'est un record. Ces sommes colossales permettraient de rémunérer 1,94 millions de salarié-e-s au salaire médian (35 804 €/an cotisations patronales incluses).

Depuis les années 1970 la part des dividendes dans les richesses n'a fait qu'augmenter au détriment des salaires. En parallèle, le niveau de qualification des travailleurs-ses a fortement progressé. Les actionnaires s'enrichissent sur notre dos alors même que les entreprises bénéficient d'importantes aides de l'État (150 milliards d'euros en 2021).

Pour se mobiliser :